

## [Text]

The second national or key issue—and this is of particular importance to British Columbia although it impacts upon both coasts—is aquaculture. Investments in aquaculture, particularly for farm-raised salmon, is increasing each year. Norway, which leads in the development of this industry, will produce over 60,000 tonnes of Atlantic salmon and sea trout this year. Just as a benchmark, Canadian landings will be less than 2,000 tonnes. They can supply a uniform fresh fish of top quality, in tightly graded sizes to most of the European restaurant and smoking trade on 48 hours' notice. Scotland and Ireland are also expanding production. Fresh Norwegian farmed salmon is now being flown regularly to both the U.S.A. and Canada. While it is obvious that British Columbia salmon will face increased competition in some end-product markets, it is also important that Canada compete in this new method of supplying fish.

The impediments to expanding aquaculture in Canada are many and are very complex. One of the most crucial issues is the complexity of licensing aquaculture. The regulations from the Department of Fisheries and Oceans and from Transport Canada, together with the provincial regulations, are just a few strands of the web that any operator must negotiate. The entire issue of whether fish in a net is a common or private property resource has not yet been resolved by the government. To my knowledge, only Nova Scotia and the Department of Fisheries and Oceans have a clearly defined set of rules, and a kind of "one-stop shopping", for entering the aquaculture business. Some clear guidelines and recommendations on aquaculture are badly needed, and in my opinion that could be a goal of your committee during its trip west.

A key problem area that overlaps both coasts is the seal issue. I am aware that the International Fund for Animal Welfare is again doing mass mailings throughout the U.S.A., asking consumers to support a boycott of seafood products if any further steps are taken to control seal populations in Atlantic Canada. However, the product they are targeting for the boycott is B.C. salmon. The reason for targeting British Columbia is that, although the seals are to be found on the east coast and not on the west coast, the salmon tin is clearly identified as "Product of Canada" and is therefore the easiest thing to boycott.

The issue of managing seals in Alaska is also important for you to pursue while there. Seals will have to be managed just as we manage land mammal populations. Seals are direct competitors for fish resources. They have few other natural predators. Seal populations are growing. They are definitely linked to infestations of *pseudoterranova decipiens* in groundfish species. I do not have a copy of the Malouf report originally commissioned by Senator De Bané—not even a leaked copy—but, if the press is to be believed, five very distinguished international scientists agree that management of marine mammals is an acceptable and required activity of the government.

## [Traduction]

Une deuxième question d'intérêt national est d'importance particulière pour la Colombie-Britannique bien qu'elle ait des ramifications sur les deux côtes, à savoir l'aquaculture. Les investissements dans ce domaine, surtout pour les élevages de saumon, augmentent d'année en année. La Norvège, qui est à la pointe du progrès dans ce secteur, produira plus de 60 000 tonnes de saumon atlantique et d'omble chevalier cette année. Par comparaison, les prises canadiennes pour la même période seraient inférieures à 2 000 tonnes. Les Norvégiens peuvent approvisionner la plupart des restaurants et industries de fumaison européens, à 48 heures d'avis, en poisson frais de première qualité et classé par taille. La production écossaise et irlandaise se développe. Du saumon d'élevage norvégien frais est régulièrement envoyé par avion aux États-Unis et au Canada. La concurrence sera évidemment de plus en plus vive pour le saumon de la Colombie-Britannique sur certains marchés de produits finis, mais il importe que le Canada se taille aussi sa place dans ce nouveau secteur de l'aquaculture.

Il faut reconnaître qu'au Canada, les obstacles à surmonter pour développer cette industrie sont nombreux et complexes. Un des principaux d'entre eux est la complexité des formalités d'octroi de licences d'aquaculture. Les règlements du ministère des Pêches et Océans, de Transports Canada et les réglementations provinciales ne sont que quelques-uns des autres obstacles au travers desquels le producteur doit se frayer son chemin. La question de savoir si le poisson qui se trouve dans un filet est une ressource commune ou privée n'a pas encore été résolue par le gouvernement. À ma connaissance, seule la Nouvelle-Écosse et le ministère des Pêches et Océans ont défini des règles très claires et un service unique concernant l'entrée dans le domaine de l'aquaculture. Nous avons grandement besoin de lignes directrices et de recommandations dans ce domaine et, à mon avis, cela pourrait être un des objectifs de votre comité durant sa tournée dans l'Ouest.

Un autre problème clé qui concerne les deux côtes est celui des phoques. Je sais que le Fonds international sous la défense des animaux a expédié des milliers de lettres aux États-Unis demandant aux consommateurs d'appuyer un boycott des produits comestibles de la mer si d'autres mesures sont prises pour limiter les populations de phoques dans la région atlantique du Canada. Mais le produit qu'ils proposent de boycotter est le saumon de la Colombie-Britannique, d'abord parce qu'on trouve des phoques sur la côte est et non pas ouest et, deuxièmement, parce qu'il est clairement indiqué sur la boîte de saumon qu'il s'agit d'un «Produit du Canada» et que c'est ce qu'il y a de plus facile à boycotter.

Lorsque vous serez en Alaska, il serait donc important que vous vous penchiez aussi sur la gestion des phoques. Car il faudra en arriver là, tout comme nous exploitons de façon rationnelle les populations de mammifères terrestres. Les phoques concurrencent directement les ressources halieutiques. Ayant peu de prédateurs naturels, leur population s'accroît. Ils font certainement partie de la chaîne d'infestation des poissons de fonds par le *pseudoterranova decipiens*. Je n'ai pas sous la main le rapport Malouf, dont le sénateur De Bané a été l'instigateur à l'origine, pas même un exemplaire obtenu en sous-main, mais s'il faut en croire la presse, cinq scientifiques de réputation internationale estiment que la gestion des mammi-